



LA FAO ET LA FORESTERIE

La Finlande soutient l'assistance fournie par la FAO pour la remise en état du secteur forestier après les dégâts causés par le tsunami

En mai 2005, le Gouvernement finlandais a fait don de 3 millions d'euros au programme de deux ans mis en œuvre par la FAO pour aider les pays d'Asie touchés par le tsunami à remettre en état leurs forêts et entreprendre la reconstruction des zones dévastées. Le programme visera non seulement à satisfaire les besoins des pays les plus atteints – Indonésie, Sri Lanka et Maldives –, mais aussi à promouvoir la coopération entre ces pays et à renforcer leur capacité technique grâce à des activités régionales.

L'étape des secours immédiats étant terminée, les pays touchés commencent à faire face aux énormes défis que posent le rétablissement des moyens d'existence de leurs populations et la restauration des ressources dont elles dépendent – y compris les ressources forestières. Les occasions d'optimiser la contribution des forêts et des arbres aux moyens d'existence locaux et à la durabilité de l'environnement peuvent être mieux appréhendées, si elles sont prises en compte de façon adéquate dès le démarrage de la planification de la reconstruction.

Le financement offert par la Finlande servira à faire la soudure entre les secours d'urgence et le développement à long terme, pendant la période de transition. Le programme aidera les pays à élaborer des politiques et plans forestiers pour une reconstruction à longue échéance, et offrira un soutien technique d'une grande portée à la remise en état des forêts et au reboisement, à la gestion intégrée des zones côtières et à l'approvisionnement en bois pour la reconstruction.

Plusieurs pays touchés ont annoncé leur intention d'établir des ceintures vertes forestières pour la protection des côtes. Trouver un équilibre entre les utilisations des terres, et réconcilier l'établissement de ceintures vertes éventuelles avec les affectations existantes, pourrait s'avérer délicat. La FAO promeut la gestion intégrée des zones côtières associée à la sauvegarde des moyens d'existence. L'Organisation contribuera à la planification détaillée de l'utilisation des terres, notamment aux niveaux du district et du village, afin de garantir l'intégration et la coordination entre les secteurs forestier, agricole et de la pêche. Elle encourage la remise en état et la gestion rationnelle des forêts naturelles et artificielles, le reboisement, le remplacement des arbres dans les jardins familiaux et le rétablissement des haies vives, dans certains cas pour améliorer la protection des côtes et dans d'autres pour procurer une série d'avantages, y compris des produits forestiers pour les usages familiaux et la création de revenus.

La reconstruction des habitations et des autres infrastructures exigera d'énormes quantités de bois et de produits ligneux, et les autorités nationales et internationales se préoccupent de la légalité des sources de bois qui seront utilisées. Cette préoccupation est particulièrement forte dans la province d'Aceh, en Indonésie, où de grandes quantités de bois sont nécessaires, où le bois tiré de sources locales légales est limité et où l'exploitation des ressources forestières locales est difficile à contrôler. Le Gouvernement indonésien est conscient du problème et prend des mesures pour réduire le risque de récoltes illégales à Aceh, tout en encourageant

l'utilisation de bois produit dans le pays par des sources légales. De concert avec le Gouvernement indonésien, les groupes industriels et les organisations non gouvernementales, la FAO prépare des directives pour l'achat de bois, des spécifications techniques pour les produits ligneux à utiliser dans la reconstruction et des listes de fournisseurs indonésiens responsables.

Le programme financé par la Finlande promouvra aussi la capacité de construction, la coordination régionale et l'échange d'informations entre pays touchés. Les informations sur l'ampleur et l'impact des dommages causés aux forêts et aux arbres côtiers sont encore limitées dans de nombreux pays. Le programme donnera son appui aux évaluations des dommages forestiers dans les zones touchées, ainsi qu'à l'analyse de la contribution des forêts et des arbres à la protection des côtes et du rôle des forêts dans leur gestion intégrée. Il aidera aussi à diffuser des informations techniques sur des thèmes comme la remise en état des mangroves et des forêts côtières et la base scientifique de l'utilisation des forêts pour la protection des côtes.

Un nouveau groupe de travail de la CIP facilite le transfert de technologie

Un nouveau groupe de travail sur les applications environnementales des peupliers et des saules, établi lors de la vingt-deuxième session de la Commission internationale du peuplier (CIP) en décembre 2004, a tenu sa réunion inaugurale du 26 au 29 mai 2005, accueillie conjointement par l'Université suédoise des sciences agricoles, Uppsala, et l'Université agricole d'Estonie, Tartu. La réunion, organisée en coopération avec les groupes de travail de la CIP sur les maladies et sur les systèmes de production, était considérée comme une occasion pour les praticiens et les chercheurs œuvrant dans des conditions géographiques similaires d'apprendre les uns des autres, notamment en matière d'utilisation des peupliers et des saules dans la phytoremédiation (voir les articles aux pages 47 et 51 de ce numéro).

Les visites de terrain en Suède et en Estonie ont montré comment ces rencontres peuvent déclencher le transfert de connaissances entre pays développés et pays en phase de transition économique. Les visites à une grande usine suédoise de traitement des eaux d'égout et à un projet en Estonie, où les eaux usées domestiques provenant de 2 000 personnes sont utilisées pour irriguer environ 10 ha de saules, ont mis en évidence les différences d'échelle des entreprises et des techniques entre les deux pays, et ont donné aux praticiens et aux chercheurs l'occasion de mettre en commun leurs connaissances.

La FAO lutte contre le capricome d'Asie en Chine

En Chine, les attaques massives du capricome d'Asie, *Anoplophora glabripennis*, un foreur endémique qui infeste les essences feuillues, représentent une menace pour le vaste programme de reboisement en cours dans la région des Trois Nord. Le ravageur a été enregistré et a fait l'objet d'une stratégie de lutte en Chine depuis au moins un siècle. Toutefois, au cours des deux dernières décennies, l'envergure du boisement, qui repose de plus en plus sur la monoculture et les



DÉPARTEMENT DES FORÊTS DE LA FAO, G. ALLARD

plantations forestières clonales a déterminé une explosion de la population de ravageurs. D'après les statistiques, l'insecte serait présent dans plus de 20 provinces, municipalités et régions autonomes de Chine. Les genres arborés les plus touchés sont les peupliers, les saules et les ormes. Dans les zones le plus gravement atteintes, de 80 à 90 pour cent des arbres ont été infestés. Pour maîtriser les dommages, il a été nécessaire d'abattre et de détruire des millions d'arbres malades.

Le Programme des rideaux-abris de la région des Trois Nord, en Chine, envisage d'établir plus de 9,5 millions d'hectares de forêts entre 2001 et 2010, et il a fallu tenir compte, dans le choix des espèces et des pratiques de gestion, des risques associés au capricome d'Asie. Dans le cadre d'un projet exécuté en collaboration avec le Shelterbelt Centre of Agriculture and Agri-Food Canada, la FAO a œuvré avec les autorités locales à l'étude de nouveaux modèles de rideaux-abris qui visent à enrichir la diversité des espèces et à réduire la dépendance vis-à-vis du peuplier. Le projet, qui sera achevé en août 2005, a examiné et promu des espèces qui résistent au capricome d'Asie. Adoptant une approche axée sur la gestion intégrée, il prévoit l'utilisation de plantations mixtes adaptées à des zones individuelles, associée à la surveillance du ravageur et à la limitation des déplacements du matériel végétal, notamment à partir des zones infestées. La lutte biologique, où est encouragée l'action des pics, conjuguée aux mesures de lutte physique (destruction manuelle des insectes et des œufs), contribue à maintenir les seuils de l'infestation à un bas niveau. On a estimé que la situation est désormais maîtrisée, mais une vigilance extrême s'impose encore.

Le danger ne se limite pas à la Chine. *Anoplophora glabripennis* est l'un des principaux insectes de quarantaine mondiaux et sujet à de strictes normes phytosanitaires. Il a été introduit moyennant les échanges internationaux aux États-Unis où, dans les années 90, de nombreux arbres (érables et chênes, en particulier) ont été détruits pour interdire sa propagation. Les pertes étaient particulièrement élevées dans les zones urbaines, et le ravageur reste sous surveillance stricte. Il a également été rencontré au Canada et dans plusieurs

pays d'Europe, mais les procédures de quarantaine en ont empêché jusqu'ici l'établissement.

L'atelier final du projet, qui se tiendra en août, fera le point sur les activités de ces deux dernières années; il revêt un intérêt d'une portée internationale puisque d'autres pays se battent aussi contre ce ravageur. L'atelier présentera des examens exhaustifs, en voie d'achèvement à l'heure actuelle en Chine, de toutes les activités réalisées dans le pays en ce qui concerne la biologie et la gestion de l'insecte, ainsi que des activités liées à la génétique de sa résistance et à la sélection d'espèces résistantes agréées par les agriculteurs locaux.

Le mentorat des gestionnaires stimule la participation à la gestion forestière

Une nouvelle approche de la création de capacités, axée sur le mentorat et l'apprentissage par l'expérience en cours d'emploi pour les cadres moyens, s'est avérée exceptionnellement efficace sous l'angle du renforcement institutionnel et du changement des attitudes et des comportements. Une évaluation indépendante du projet triennal «Renforcer les approches participatives de la gestion forestière au Ghana, au Guyana et en Ouganda», qui a pris fin en mai 2005, a conclu que le projet avait exercé un impact favorable clairement évident dans les trois pays.

Le projet, financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni, a été établi pour étayer les réformes fondamentales du secteur forestier qu'entreprennent les trois gouvernements. Il se proposait d'intégrer la participation au travail des organisations publiques (et autres) pour une gestion efficace des ressources naturelles, qui favoriserait les stratégies de subsistance des ruraux pauvres. Les cadres moyens des institutions forestières publiques (forestiers de district/division, par exemple) étaient notamment ciblés.

Au cours de la première année du projet, l'accent portait sur le soutien de la gestion forestière participative mise en œuvre dans les trois pays. Cependant, à partir du milieu de l'année 2003, le projet s'est attaché à renforcer le cadre institutionnel par l'amélioration des capacités de participation des cadres moyens. La formation sur place de ces gestionnaires, dispensée un jour par mois, est devenue un principe central de la création de capacités, notamment au Ghana et en Ouganda où le cadre institutionnel était propice.

D'après l'évaluation, l'attitude et le comportement des cadres moyens avaient changé considérablement suite à leur adoption de pratiques participatives dans leur travail quotidien. Un gestionnaire qui avait bénéficié du mentorat disait que ce dernier «permettait d'abattre les barrières et d'augmenter la transparence des rapports entre les surveillants et les surveillés et entre les gestionnaires forestiers et les communautés.» L'évaluation a également estimé que le «toucher délicat» de ce type de gestion du projet avait contribué à créer un sentiment fort de propriété nationale du processus dans les trois pays, apte à favoriser l'institutionnalisation des nouvelles attitudes et des nouveaux comportements.

Les cadres supérieurs et les parties prenantes extérieures avaient également constaté des changements notables dans l'attitude et le comportement des cadres moyens. Deux associations de bûcherons au Guyana, par exemple, notaient que la nouvelle approche pratiquée par



la Commission forestière du Guyana était plus solidaire, orientée vers la communauté et coopérative. «Désormais, la commission agit en collaborateur et non en adversaire ou en policier; le personnel est plus amical et ne s'adresse plus avec condescendance à la communauté».

Les études de cas de l'évaluation indiquaient clairement que l'approche du projet avait abattu les barrières sociales et de communication qui existaient auparavant, et qu'elle avait permis aux communautés locales de profiter directement de l'utilisation prudente de ressources forestières qui leur avaient été jadis niées.

L'évaluation a résumé l'impact du projet comme suit:

- amélioration du moral et atmosphère de confiance parmi les cadres moyens;
- plus de transparence dans les rapports entre les cadres moyens et les communautés (et les autres parties prenantes extérieures);
- acquisition par les cadres moyens d'outils et de méthodes participatifs, leur permettant de mieux interagir avec leurs collègues et les parties prenantes dans la résolution des problèmes de gestion quotidiens, qui étaient autrefois difficiles ou impossibles à résoudre.

Parmi les raisons de l'efficacité du projet figuraient:

- l'engagement des dirigeants nationaux d'entreprendre des réformes institutionnelles fondamentales;
- l'appui du projet au programme institutionnel national de réformes;
- le pourcentage élevé de cadres moyens (plus de 60 pour cent dans chaque pays) et le grand nombre de parties prenantes extérieures qui ont participé au mentorat et à la formation (faisant en sorte que la plupart des intervenants dans la gestion forestière participative «parlent le même langage»);
- l'accent mis sur le mentorat et la formation pour affronter les problèmes quotidiens auxquels se heurtent les cadres moyens et pour garantir que les outils et les méthodes vulgarisés seront appliqués immédiatement et efficacement.

La FAO, tout en cherchant à vulgariser les leçons apprises dans le cadre du projet, perfectionne à l'heure actuelle le CD-ROM interactif réalisé par le projet pour améliorer l'accès à des outils, des méthodes, des études de cas et des guides utiles.

Appui aux évaluations forestières nationales

L'Évaluation des ressources forestières mondiales 2000 concluait que la plupart des pays manquaient d'informations fiables sur les forêts et les arbres de tous les types. En raison des coûts élevés qu'ils auraient encourus, rares étaient les pays ayant dressé des inventaires forestiers nationaux. En outre, les inventaires ne considéraient normalement que le bois d'œuvre, alors que la plupart des autres fonctions sociales, environnementales et économiques des forêts et des arbres hors forêt étaient négligées.

Au cours des cinq années écoulées, la FAO a œuvré avec des experts et des décideurs de pays de toutes les régions à la mise au point d'une approche rentable de l'évaluation nationale et de la surveillance à long terme des forêts et des arbres hors forêt, comprenant des aspects comme la diversité biologique; la santé forestière; et l'utilisation, les utilisateurs et la gestion des ressources. L'approche se

fonde sur des observations de terrain, des mesures et des entrevues avec les parties prenantes dans un échantillon relativement limité de sites qui sont représentatifs de l'ensemble du pays.

Du 9 au 11 mars 2005, la FAO a convoqué une réunion internationale pour évaluer l'approche, les réalisations et l'utilité des résultats dans une analyse de l'impact des politiques, et pour recommander des améliorations. Les participants comprenaient un ensemble de spécialistes: statisticiens, biométriciens, spécialistes des sciences sociales et spécialistes d'inventaires forestiers, de télédétection et de biodiversité; décideurs du secteur forestier de 10 pays, y compris les chefs des administrations forestières; spécialistes de la réalisation sur le terrain d'évaluations forestières nationales venant d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Europe; et promoteurs de l'approche et de la méthodologie. Cette diversité a permis des discussions approfondies sur tous les aspects des évaluations forestières nationales.

La réunion concluait que les évaluations forestières nationales contribuaient à la formulation de politiques nationales et de programmes forestiers nationaux, aidant à aborder des questions intersectorielles comme la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Les participants sont convenus qu'il serait nécessaire et utile d'étendre la collecte de données sur les ressources forestières à d'autres utilisations des terres et aux arbres hors forêt, et promouvaient le recours à la coopération technique entre pays en développement (CTPD) pour encourager le partage des méthodes et systèmes existants, et réduire par là même les frais de démarrage. Ils ont noté que des efforts ultérieurs s'imposaient pour simplifier et diffuser les résultats et les conclusions, afin de permettre aux non-techniciens et aux décideurs de les comprendre aisément.

Parmi leurs multiples recommandations, les participants à la réunion technique ont suggéré que les pays:

- se concentrent sur la collecte des données les mieux assorties à leur encadrement et à leurs priorités nationales;
- cherchent à rendre accessibles les données et les conclusions, et à les diffuser largement auprès des responsables des politiques et du grand public;
- établissent un personnel de base et affecte un budget régulier à l'évaluation et au maintien de la base de données;
- définissent un plan stratégique pour mesurer à nouveau les sites échantillons et actualiser les données.

Ils ont en outre recommandé que la FAO:

- intègre l'évaluation nationale dans le travail de rationalisation et d'harmonisation de l'établissement de rapports internationaux entrepris par le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF);
- cherche à connaître les réactions sur les utilisateurs et l'utilisation des évaluations, et les nouveaux besoins d'informations;
- renforce la gestion de la base de données, ainsi que le traitement et l'analyse des informations en tant que partie intégrante de tout projet national d'évaluation forestière;
- mette ultérieurement au point des méthodes dans des domaines comme les entrevues et la collecte de données sur la biodiversité;
- encourage l'inclusion d'informations sur la manière dont les forêts et les arbres contribuent à la sécurité alimentaire et au développement rural.